

La Société civile (et leurs animaux!) se rassemblent à Strasbourg pour le vote de la PAC

Pour exiger une Politique Agricole Commune plus juste et plus verte, plus de 200 paysans et consommateurs sont venus de toute l'Europe, hier, à Strasbourg, pour deux journées d'action organisées devant le Parlement Européen, alors que les eurodéputés tenaient un dernier débat sur la PAC la veille du vote du 13 mars.

Strasbourg, le 13 mars 2013. Les journées d'action « Des Fermes, pas des Usines ! » ont démarré mardi avec l'installation d'une cuisine ouverte et paysanne, et par une chaîne humaine autour du Parlement Européen. Elles se sont terminées mercredi sur un bateau-mouche recouvert de bannières et de musiciens. Les leaders du mouvement européen « Good Food, Good Farming » se sont adressés à la foule, pendant que de nombreux eurodéputés sont sortis pour discuter autour d'un bol de soupe. L'événement a été coordonné par ARC2020 dans la continuité de la Good Food March, rassemblant 26 organisations de toute l'Europe.

Aujourd'hui, pour la première fois, le Parlement vote sa position sur la politique agricole européenne ; droit qui lui a été octroyé par le Traité de Lisbonne. Pendant que les 754 eurodéputés sont réunis à Strasbourg en plénière, les électeurs européens, devant le Parlement, exigent un meilleur avenir pour l'alimentation et l'agriculture de l'Europe.

Chaque année, plus de 50 milliards euros d'argent public sont dédiés à la PAC. La plupart de cet argent fini dans la poche de l'agro-industrie sans rien rapporter à ceux qui produisent de la nourriture de qualité, protègent notre environnement, et font vivre les campagnes d'Europe.

Cependant, la pression monte. Les derniers mois, plusieurs scandales alimentaires et sanitaires ont attiré l'attention du public sur les politiques responsables de l'alimentation vendue dans nos supermarchés.

Des photos sont disponibles ici : <http://tinyurl.com/StrasbourgPhoto>

Hubert Weiger (BUND/Les Amis de la Terre Allemagne) : « Les principales causes des scandales alimentaires et de la perte de biodiversité est la mauvaise orientation des aides aux exploitations et l'expansion des monocultures. Là où les animaux et les plantes sont sur liste rouge, les fermes le sont aussi – menacées par l'agriculture industrielle. A l'avenir, chaque ferme devra cultiver au moins 10% de terre arable sans pesticide ni engrais chimiques. Il en revient au bon sens des eurodéputés ; ils doivent renforcer les réformes politiques qui vont en ce sens. Avec plus de 50 milliards de subventions agricoles, la société attend des mesures appropriées en faveur de l'environnement et du bien-être des animaux. »

Aurélie Trouvé (Attac France) : « Nous devons arrêter l'importation de soja OGM dont la culture détruit les forêts équatoriales des pays du Sud. Ces surplus en Europe détruiront les marchés africains à cause du dumping des produits. Le Parlement européen doit immédiatement arrêter d'endommager le système alimentaire du Sud. La première étape pour cela est : arrêter les subventions à l'exportation ! ».

Philippe Collin (Confédération paysanne) : « En Europe, 80% de toutes les subventions européennes profitent à seulement 20% des agriculteurs : l'agro-industrie. C'est une injustice incroyable ! Il est temps que le Parlement Européen garantisse l'équité à tous les paysans. Notre travail dans les fermes doit devenir rentable une bonne fois pour toute, et ne doit pas être basé sur la propriété du sol. Avec le vote de mercredi, les eurodéputés doivent garantir que les 80% d'agriculteurs ne soient pas désavantagés plus longtemps ! ».

Bastien Beaufort (Jeunes/Discosoupe) : « Ici, en France, un nouveau mouvement grandit contre le gaspillage du système agro-industriel. Avec « Discosoupe », nous montrons que les gens se préoccupent de la nourriture qui est jetée. Les politiques doivent maintenant mettre en place un cadre législatif pour promouvoir une agriculture régionale qui ne gaspille pas nos ressources ! ».